



HAL
open science

La CGT-FO : audience et effectifs des années 1950 aux années 1980

Dominique Andolfatto, Dominique Labbé

► **To cite this version:**

Dominique Andolfatto, Dominique Labbé. La CGT-FO : audience et effectifs des années 1950 aux années 1980. Dreyfus Michel et Pigenet Michel. Les meuniers du social, Publications de la Sorbonne, pp.29-42, 2011. halshs-00352806

HAL Id: halshs-00352806

<https://shs.hal.science/halshs-00352806v1>

Submitted on 13 Jan 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Centre d'Histoire Sociale du XXe siècle (Université de Paris I)
CGT-Force Ouvrière

Colloque
Force Ouvrière
Acteur de la vie contractuelle et du paritarisme
(fin des années 1950-début des années 1980)

Paris
11 et 12 décembre 2008

La CGT-FO : audience et effectifs
des années 1950 aux années 1980

Dominique Labbé (Institut d'études politiques de Grenoble)
Dominique Andolfatto (Nancy Université)

Dominique.Labbe@iep-grenoble.fr
Dominique.Andolfatto@univ-nancy2.fr

Résumé :

Principaux indices statistiques permettant de mesurer l'implantation et l'audience électorale de la CGT-FO des années 1950 aux années 1980 : élections sociales, prud'homales et professionnelles ; effectifs syndiqués. L'audience et les effectifs passent par un minimum au milieu des années 1950 et par un maximum au début des années 1980. Deux facteurs expliquent principalement ces progressions : radicalisme des syndicats de gauche, qui ouvre un espace pour un syndicalisme réformiste, et meilleure implantation de FO sur les lieux du travail.

Durant ces 30 années, quel a été l'enracinement social de la CGT-FO et son audience dans le salariat ? Pour répondre à ces questions, nous utiliserons les séries statistiques concernant les élections professionnelles ainsi que les effectifs syndiqués en France que notre équipe de recherche a pu reconstituer. Ces données éclairent assez précisément l'audience et l'implantation de la CGT-FO depuis son origine. Ces données étant dispersées dans divers rapports – parfois inédits – et publications, il nous a semblé intéressant de les rassembler en les accompagnant des commentaires nécessaires (les tableaux les plus volumineux sont placés en annexe de cette communication).

Il faut distinguer l'audience nationale – enregistrée à l'occasion des élections sociales et prud'homales – de celle mesurée lors des élections professionnelles. Il apparaît que la première est nettement influencée par la conjoncture politique alors que la seconde enregistre plutôt la présence et l'activité des équipes syndicales sur les lieux de travail.

I. L'audience globale de la CGT-FO (élections sociales et prud'homales)

De 1947 à 1992, neuf grandes consultations sociales – d'ampleur nationale mais au corps électoral variable – ont été organisées : 5 élections à la Sécurité sociale, 4 élections prud'homales (après leur modernisation de 1979). Comment a évolué l'audience de la CGT-FO au fil de ces grandes consultations ?

Les élections à la sécurité sociale

Les élections à la Sécurité sociale ont été organisées de 1947 à 1962, avant un premier abandon de cette procédure en 1967 (Andolfatto, 1992). Lors des premières élections, en avril 1947, la CGT est encore unifiée. On ne dispose donc pas de résultats nationaux pour FO bien que des listes dissidentes, animées par ses militants, se soient opposées à celles de la CGT dans quelques départements, tel le Var, la Nièvre ou le Nord. La consultation de 1950 donne donc une première évaluation de l'audience nationale de la CGT-FO. Elle recueillait 15,1% des suffrages exprimés, ce qui était légèrement inférieur aux pertes de la CGT par rapport à 1947. Ce résultat était manifestement inférieur aux espérances de l'organisation, comme en témoignait le commentaire de Robert Bothereau, alors secrétaire général de la CGT-FO : « De l'avis général les résultats ne sont pas médiocres... A tout prendre, d'ailleurs, ce scrutin n'était pas un référendum à l'endroit des centrales syndicales » (Adam, 1964).

En 1955, la CGT-FO, qui s'affirmait « entre la démagogie de la CGT et l'opportunisme de la CFTC » - toujours selon Robert Bothereau – recueillait 16,2% des suffrages exprimés. En 1962, elle refluit à 14,7% des suffrages exprimés, malgré un discours désormais bien rodé sur sa spécificité « d'organisation syndicale

libre, [n'imposant] aucune religion, aucun parti » (Adam, 1964). En fait, le retour au pouvoir du général de Gaulle a eu pour effet de consolider les positions de la CGT et de la CFTC tandis que la politique contractuelle, de la CGT-FO, n'a pas rencontré d'échos au-delà de la base originelle de la centrale.

Malgré tout, de 1950 à 1962, le corps électoral de la Sécurité sociale s'étant accru de près de 50%, la CGT-FO a conquis de nouveaux électeurs pour conserver une audience relative d'environ 15% des suffrages exprimés (un peu plus de 10% des inscrits). En effet, en une douzaine d'années, elle est passée de 833 000 voix à 1 185 000 voix. Mais la CGT en recueillait trois fois plus et la CFTC la surclassait de 500 000 voix... Vingt ans plus tard, lors de la relance des élections à la Sécurité sociale, ce « rapport de force » s'est réduit singulièrement et l'audience de FO a culminé à son zénith.

En 1982, la gauche a rétabli des élections à la Sécurité sociale. Le nouveau scrutin a eu lieu en octobre 1983. Par rapport à 1962, le corps électoral n'était guère comparable. Il s'était considérablement élargi, passant de 11,7 à 27,8 millions d'électeurs. Le scrutin s'est caractérisé d'abord par une forte abstention qui hypothéquait gravement l'avenir (50,2% des électeurs n'avait pas voté). Si la CGT conservait le leadership syndical, celui-ci se révélait largement entamé par le succès des confédérations qualifiées de « réformistes » (FO, CFTC, CGC). La CGT-FO se classait en seconde position, avec 25,3% des suffrages exprimés – soit 3,5 millions d'électeurs –, distançant largement la CFDT (18,4%), et talonnant la CGT (28,1%). Pour la CGT-FO, il s'agissait d'une « divine surprise » selon une expression d'André Bergeron, son secrétaire général (Bergeron, 2002).

L'analyse de ces résultats est compliquée du fait du caractère unique de la consultation. Toutefois, si l'on compare ces résultats avec ceux de 1962, les évolutions de la géographie électorale laissent supposer des échanges de parts d'audience entre la CGT et la CGT-FO. En effet, c'est dans les régions où la CGT reculait le plus que la CGT-FO réalisait les progrès les plus importants, notamment sur la côte méditerranéenne, en Rhône-Alpes, en Franche-Comté, en Alsace (soit dans toute la bordure Est du pays) mais aussi dans des départements du Centre et de l'Ouest (Loiret, Indre-et-Loire, Ille-et-Vilaine...). Inversement, dans les régions où la CGT-FO stagnait ou progressait plus faiblement, la résistance de la CGT apparaissait plus forte, notamment dans le Nord et l'Est industriels du pays (du Pas-de-Calais aux Vosges), dans une partie du massif central et dans le Sud-Ouest.

Rapportés aux résultats des élections prud'homales de 1982, ceux des élections sociales de 1983 témoignent aussi d'une véritable redistribution des cartes : la CGT et la CFDT étaient les deux grandes perdantes du scrutin de 1983, tandis que FO progressait de 42% ! Mais la CFTC et surtout la CGC enregistraient des progressions encore plus fortes...

Cela avait conduit la presse de l'époque à évoquer un *new deal* syndical. En fait, les résultats s'expliqueraient surtout par la « politisation » du scrutin. Le succès de FO – et des autres « réformistes » – découlait du soutien que leur avait apporté les partis d'opposition et leurs leaders. Dans *Le Monde* (21 octobre 1983), Michel

Noblecourt soulignait que ce soutien avait contribué à mobiliser des électeurs qui jusque-là accordaient peu d'intérêt, sinon de crédit aux organisations syndicales. Le scrutin de 1983 a offert aux mécontents la possibilité de sanctionner le gouvernement de gauche, selon la logique des élections intermédiaires. La CGT et la CFDT, supposées – à tort ou à raison – proches du pouvoir depuis 1981, en ont donc fait les frais, tandis que FO en a été l'un des principaux bénéficiaires. Dans ses mémoires, André Bergeron convient effectivement avoir beaucoup joué la carte de la « politisation » lors de ce scrutin, cherchant à obtenir le soutien des opposants ou des « déçus » de la gauche au pouvoir, notamment les professions médicales ou para-médicales : « J'ai rencontré tous les partis d'opposition, toutes les catégories de professions de santé : médecins, pharmaciens, infirmiers, ambulanciers, homéopathes, kinésithérapeutes, etc. Tous ont mené une formidable campagne en notre faveur. Je les ai nourris en argumentaires, articles, études spécifiques à chaque catégorie. Un travail de Romain ! » (Bergeron, 2002).

Pour autant, on ne peut réduire le scrutin de 1983 à un affrontement classique majorité-opposition. En effet, il n'est pas aisé de classer les organisations syndicales sur un axe gauche-droite. Contrairement aux idées reçues, les sympathisants de ces organisations sont loin d'être politiquement homogènes ainsi que le démontre un sondage « sortie des urnes » de l'IFOP réalisé auprès d'un échantillon de 11 824 électeurs lors de ces élections de 1983 (Andolfatto, 1992). Si, effectivement, une majorité des électeurs de la CGT et de la CFDT déclaraient se situer à gauche, leur proportion se limitait aux deux tiers (en tenant compte des non-réponses). Côté CGT-FO, on trouvait un tiers d'électeurs de gauche, 40% à droite et un quart de non réponse.

Le même sondage éclaire la sociologie de l'électorat de la CGT-FO. On note un quasi-équilibre des sexes - avec un très léger avantage en faveur des femmes... alors que l'électorat CGT était beaucoup plus fortement masculin – un électorat plus âgé (FO est majoritaire chez les 45 ans et plus, spécialement les retraités), une quasi-égalité avec la CGT parmi les employés, un équilibre entre les secteurs public et privé (ce qui démontre que l'électorat de FO était en décalage par rapport à la sociologie traditionnelle de la confédération). On note enfin que FO recueillait peu de voix dans l'électorat étranger (où dominait nettement la CGT).

Du fait de leurs piètres scores, la CGT et la CFDT ne souhaitaient pas que cet exercice de démocratie sociale soit réédité. Comme ce scrutin était fragilisé par le niveau de l'abstention, il a été définitivement abandonné lors de la réforme de la Sécurité sociale de 1995. Bien évidemment, lorsque, plus récemment, il a été question de modifier les règles de représentativité syndicale et de les adosser aux résultats des élections professionnelles, la CGT-FO a préconisé le retour aux élections sociales dont les résultats lui avaient été si favorables en 1983. Pour la CGT et la CFDT, il n'en était pas question...

Les élections prud'homales

En 1979, la loi Boulin a rétabli une grande consultation sociale périodique. Certes, le champ est plus étroit que celui des élections sociales, mais tous les salariés – hors fonctionnaires – sont concernés (ainsi que les employeurs qui ont un collège spécifique). En décembre 1979, le collège salarié rassemblait 12,7 millions d'électeurs. La participation s'avérait satisfaisante (63,1% des inscrits), mais elle s'est dégradée sensiblement lors des consultations suivantes, notamment à compter de 1987.

En 1979, cette consultation pouvait s'analyser comme un test grandeur nature de l'audience des organisations syndicales, dans un contexte de crise sociale mais aussi – comme déjà vu pour le scrutin de 1983 – selon une logique d'élection intermédiaire, donnant aux mécontents l'occasion de sanctionner le gouvernement. La nouveauté de la procédure ainsi que ces caractéristiques sociales et politiques expliqueraient le bon niveau de participation qu'on n'a plus retrouvé par la suite. Ceci explique que FO ait vu son audience relative progresser en 1982, alors qu'elle perdait des électeurs (tableau I).

Tableau I. Audience de la CGT-FO lors des grandes consultations nationales (élections à la sécurité sociale [S] et élections prud'homales [P])



En 1979, la CGT-FO, qui a obtenu 17,5% des suffrages exprimés (10,6% des inscrits), affichait sa satisfaction, d'autant plus que les secteurs où la confédération était le mieux implantée – PTT, fonctionnaires, protection sociale... - ne votaient pas à ce scrutin (du coup, la centrale craignait un revers). André Bergeron parle rétrospectivement d'un « triomphe qui faisait de nous... le trouble-fête du tête-à-tête

CGT-CFDT » (Bergeron, 2002). La centrale demeurait toutefois largement distancée par la CGT et, secondairement, par la CFDT. Selon les sections, elle réussissait mieux parmi les employés (notamment dans le commerce et les activités diverses).

Lors des échéances suivantes, elle a consolidé ses positions – relatives – dans l’industrie (effet indirect de la désindustrialisation qui désavantage surtout la CGT) mais aussi dans le commerce, devançant même la CFDT dans cette section en 1987 puis en 1992 (tableau II).

Tableau II. Audience de la CGT-FO par sections des conseils des prud’hommes (résultats nationaux en % des suffrages exprimés)

| | Industrie | Commerce | Agriculture | Activités diverses | Encadrement | total |
|----------|-----------|----------|-------------|--------------------|-------------|-------|
| 1979 (*) | 15,7 | 19,5 | 23,0 | 22,1 | 14,1 | 100 |
| 1982 | 16,7 | 20,5 | 21,9 | 21,4 | 11,7 | 100 |
| 1987 | 19,4 | 23,1 | 23,3 | 23,2 | 16,3 | 100 |
| 1992 | 19,9 | 23,1 | 22,8 | 22,4 | 13,6 | 100 |

(*) Comme dans le tableau précédent, les résultats de 1979 intègrent ceux d’Alsace-Moselle (où existait alors une juridiction du travail et des modalités électorales particulières).

Aux élections prud’homales de 1982, les résultats de la CGT-FO étaient stables par rapport à 1979 (17,8% des suffrages exprimés). Lors de la campagne électorale, la confédération a pris acte d’un changement d’époque. La politique contractuelle se faisait plus incertaine « du fait qu’il y avait moins de grain à moudre » selon une expression célèbre d’André Bergeron, son secrétaire général. Ce durcissement sera encore accentué par Marc Blondel (secrétaire général de la confédération FO de 1989 à 2004).

Les élections de 1987 se sont caractérisées d’abord par une envolée de l’abstention (65,6% des inscrits). Dès lors, toutes les confédérations ont perdu des voix. Mais la CGT-FO, perdant un peu moins d’électeurs que les autres, a amélioré son score relatif, passant la barre symbolique de 20% des suffrages exprimés.

En 1992, la CGT-FO stabilisait son audience relative, mais, comme les autres organisations, elle reculait par rapport aux inscrits. Elle recueillait alors la voix de 8 salariés – hors fonction publique – sur 100. Ce résultat était décevant pour la confédération qui était habituée à des progrès constants lors des grandes consultations nationales depuis 1979. Déception d’autant plus forte que la CFDT semblait creuser la distance et consolider sa deuxième place dans le paysage syndical, place que visait la CGT-FO.

Selon les sections, l’évolution du vote FO a été très contrastée. Elle a progressé dans l’industrie. Sans doute, a-t-elle engrangé les voix toujours plus nombreuses qui se portaient sur les listes « non syndiquées » lors des élections aux comités d’entreprise (Bevort et Labbé, 1992). A l’inverse, l’encadrement lui a été de moins

en moins favorable. Plus globalement, le plafonnement de l'audience de la CGT-FO (avant l'amorce d'un léger repli) démontre qu'une partie de sa base électorale n'était pas convaincue par le nouveau cours de la centrale personnifié par Marc Blondel. De ce point de vue, les résultats des élections prud'homales de 1992 ont d'ailleurs causé quelques remous dans la confédération...

L'audience de la CGT-FO, ventilée par sections des conseils de prud'hommes, permet de préciser la sociologie de son électorat par rapport à celui des deux autres grandes confédérations françaises (voir tableau ci-dessous).

Tableau III. Structure des audiences de la CGT-FO, de la CGT et de la CFDT (élections prud'homales de 1979, 1987 et 1992, en % du nombre de voix)

| | | Industrie | Commerce | Agriculture | Activités diverses | Encadrement | total |
|----------|------|-----------|----------|-------------|--------------------|-------------|-------|
| 1979 (*) | FO | 46 | 27 | 4 | 14 | 8 | 100 |
| | CGT | 60 | 24 | 2 | 9 | 4 | 100 |
| | CFDT | 50 | 24 | 5 | 13 | 8 | 100 |
| 1987 | FO | 44 | 26 | 4 | 16 | 10 | 100 |
| | CGT | 58 | 23 | 2 | 11 | 5 | 100 |
| | CFDT | 45 | 23 | 4 | 16 | 12 | 100 |
| 1992 | FO | 43 | 29 | 4 | 17 | 8 | 100 |
| | CGT | 55 | 25 | 2 | 13 | 5 | 100 |
| | CFDT | 42 | 25 | 4 | 18 | 11 | 100 |

(*) Y compris l'Alsace-Moselle.

Le visage de la CGT-FO est plus « employé » que celui de ses principales concurrentes. Mais, la confédération résistant mieux dans l'industrie, son visage apparaît légèrement plus « industriel » que celui de la CFDT, à compter de 1992.

Les résultats des élections professionnelles permettent d'affiner cette première analyse.

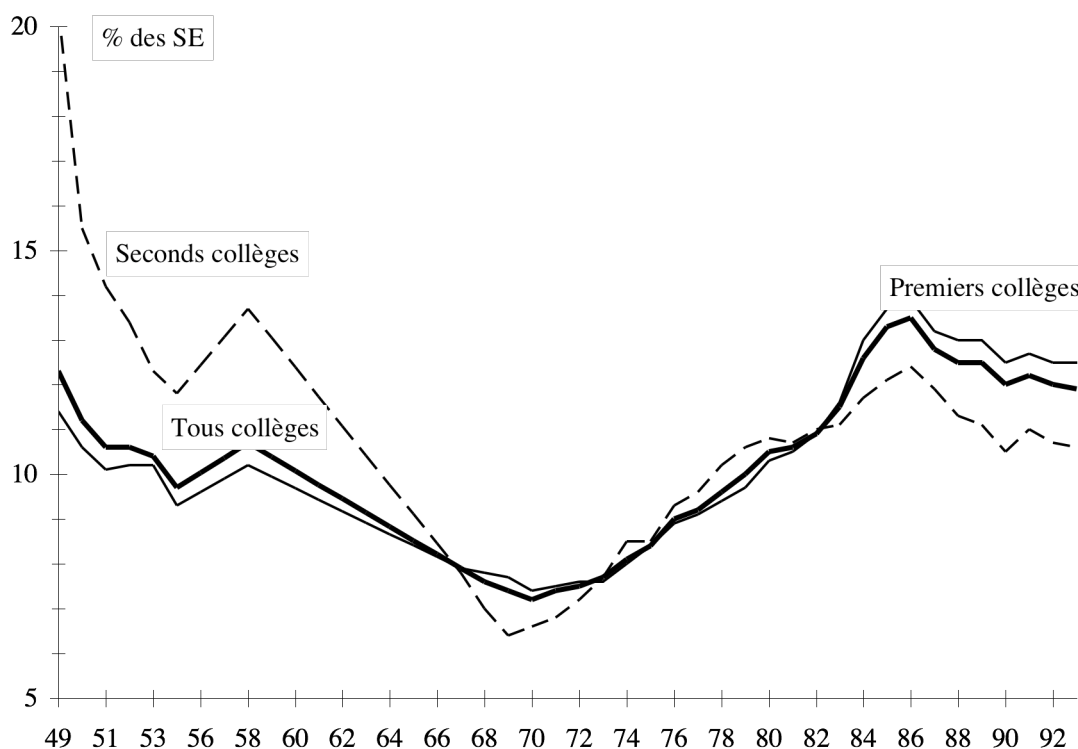
II. L'audience de la CGT-FO aux élections professionnelles

Notre équipe de recherche a pu reconstituer des séries statistiques à peu près complètes concernant les élections aux comités d'entreprise depuis 1949 (Labbé, 1995) et les commissions administratives paritaires nationales (CAPN, cf. Labbé, 2006). Ces séries donnent une idée précise de l'audience de la CGT-FO, *sur les lieux du travail*, dans le « secteur privé » pour les comités d'entreprise, et dans la fonction publique d'Etat, pour les CAPN.

Les comités d'entreprise

L'évolution de l'audience de la CGT-FO aux élections des CE est retracée dans le graphique ci-dessous.

Tableau IV. Audience de la CGT-FO dans les élections des comités d'entreprise (1949-1990, en % des suffrages exprimés)



A l'origine, en 1948-49, la CGT-FO a remporté un succès important notamment auprès des agents de maîtrise et des cadres dont elle a obtenu environ un cinquième des suffrages. Puis son audience dans le secteur privé est passée par trois étapes.

- Au cours des années 1950-1968, elle a subi une érosion lente : entre 1948 et 1968, elle a perdu 40% de ses électeurs et même les deux tiers de ceux-ci dans les seconds collèges. Il est intéressant de constater qu'un mouvement comparable ne se produit pas lors des élections sociales (1950-1962) décrites ci-dessus. En fait, l'audience aux élections des CE dépend de deux choses. Elle traduit la popularité de l'organisation, mais surtout, elle enregistre l'aptitude à présenter des listes dans les milliers d'entreprises où ont lieu ces élections. A l'évidence, la popularité de FO est restée à peu près stable – au moins jusqu'à la fin des années 1950 – mais son *implantation* dans les entreprises a certainement décliné au cours de la période considérée.

- A partir de 1970, la CGT-FO a entamé une croissance régulière jusqu'en 1985, croissance qui s'expliquait à la fois par des gains électoraux mais surtout par une présence plus importante sur les lieux de travail.

- Depuis le milieu des années 1980, le recul a été continu et régulier. Au début des années 1990, tous les gains des années 1980-1985 étaient effacés. Là encore, l'essentiel de ces reculs peut s'expliquer par la disparition des équipes syndicales et par la diminution continue du nombre des listes présentées par FO (Labbé, 1992).

Depuis le début des années 1980, ses scores dans les seconds collèges ont été inférieurs à ceux dans les premiers collèges. Cet écart n'a cessé de se creuser, ce qui a fait de FO une organisation de plus en plus nettement "ouvrière" et "employée".

L'implantation sectorielle de la CGT-FO est relativement complexe à étudier. En effet, les données n'ont été publiées qu'à partir de 1966. La nomenclature utilisée jusqu'en 1979 était la NAE-59. A partir de 1981, la nomenclature des branches était la NAP-40. L'année 1980 manque et les archives ayant été détruites, aucun raccord entre les deux séries n'est possible (tableaux VIII et IX en annexe).

A la fin des années 1980, du point de vue sectoriel, la CGT-FO était en seconde position dans le commerce de détail alimentaire derrière les non-syndiqués et dans les banques derrière la CFDT. Dans toutes les autres branches économiques, elle arrivait en troisième ou quatrième position généralement derrière la CFDT et la CGT, voire les «non-syndiqués». Dans un ordre décroissant, elle remportait ses meilleurs scores dans les services non-marchands (notamment les hôpitaux et cliniques privées), les hôtels, cafés et restaurants, la construction navale et aéronautique, la construction électrique, les banques et assurances, la construction automobile, les matériaux de construction. Au début des années 1980, FO a réalisé de brillantes percées dans le bâtiment, l'agro-alimentaire, les services marchands mais, depuis lors, dans ces branches, ses reculs ont été rapides. Dans la plupart des autres branches industrielles, son influence est restée marginale.

Régionalement, on retrouve sensiblement le visage qui se dégage des élections sociales. La clientèle de la CGT-FO a toujours été méridionale. Durant les années 1980, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, FO arrivait en seconde position presque à égalité avec la CGT (qu'elle devançait même dans le Var). Partout ailleurs, elle se trouvait en troisième position derrière la CFDT, mais elle faisait pratiquement jeu égal avec cette dernière dans le Sud-Ouest (Aquitaine et Midi-Pyrénées). En dehors de Paris intra-muros, de la Picardie et du Nord, l'audience de la CGT-FO était très faible au nord d'une ligne Nice-Nantes.

Les données détaillées disponibles pour la fin des années 1980 montrent que, en cas de configurations électorales ouvertes — c'est-à-dire dans les entreprises où les listes FO se trouvaient en compétition avec d'autres — elle était devancée par tous ses concurrents, sauf la CFTC, et ceci quels que soient le nombre et la qualité des

candidats en présence. Par son audience dans le secteur marchand, la CGT-FO était donc la troisième des grandes confédérations nettement derrière la CGT et la CFDT, mais aussi derrière la CGC dans les seconds collèges.

En 1983, une loi, dite de "démocratisation des entreprises nationalisées", a modifié les règles de présentation des listes dans les grands groupes nationalisés et a favorisé les petites organisations. Cette réforme a masqué, pendant quelques années, le recul de la CGT-FO et a minimisé l'ampleur de celui-ci. Si l'on fait abstraction de ces changements, l'érosion de son audience et de ses implantations a été pratiquement comparable, en moyenne annuelle, à celle qu'a subie la CGT.

Des tendances assez comparables sont observées dans le secteur public, du moins dans la fonction publique d'Etat.

Les fonctionnaires

Pour les élections des commissions administratives paritaires nationales (fonction publique d'Etat), des archives, plus ou moins détaillées, existent depuis le milieu des années 1950 (Labbé, 2006). Elles permettent de mesurer l'audience des organisations syndicales par départements ministériels et par collèges électoraux, pour des cycles électoraux triennaux (durée du mandat de ces commissions).

L'évolution de l'audience de la CGT-FO lors de ces élections est retracée dans le tableau V ci-dessous et dans les tableaux XI à XIII en annexe (la nomenclature des départements ministériels a été changée en 1978 et le raccord entre les séries statistiques antérieures et postérieures à cette date est impossible).

L'audience de la CGT-FO est passée par quelques grandes périodes, scandées par deux phases politiques majeures (l'avènement de la Ve République, puis le premier passage de la gauche au pouvoir après 1981).

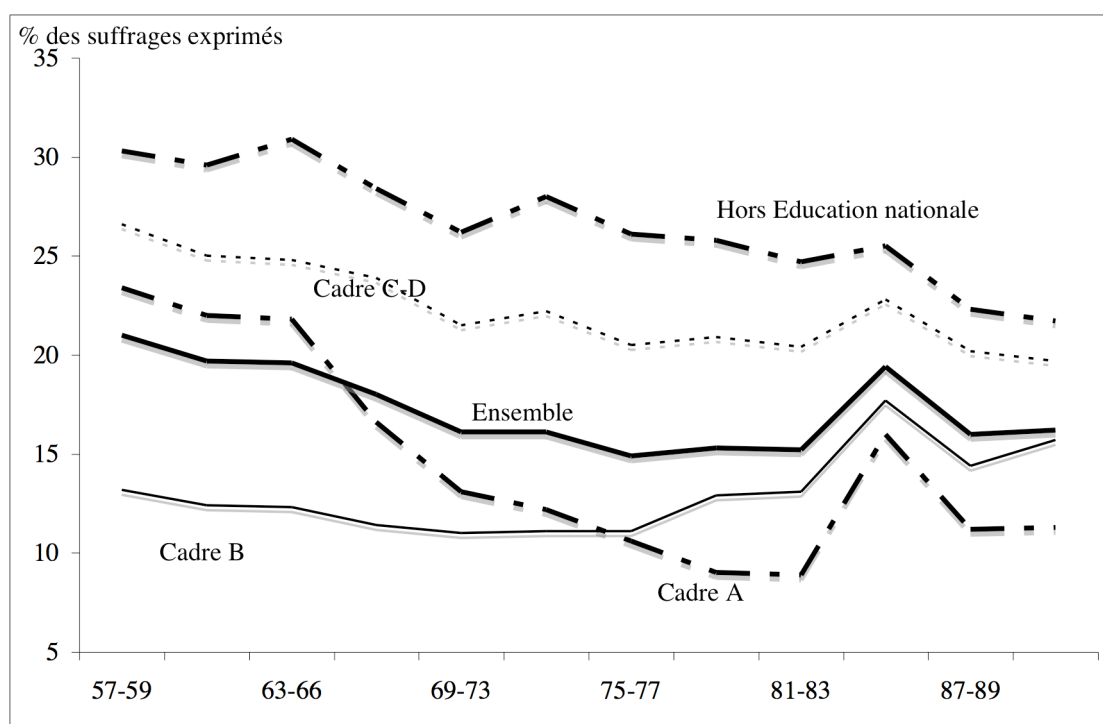
- Des années 1950 à 1962, la CGT-FO a recueilli les suffrages de près d'un fonctionnaire sur 5, ce qui en faisait le second syndicat de fonctionnaires - hors Education nationale - derrière la CGT, mais devant la CFTC.

- Entre 1963 et 1973, la CGT-FO a perdu pratiquement un cinquième de ses électeurs et elle est tombée à 15,2% des suffrages en 1981. Elle était alors nettement supplantée par la CGT, la FEN et la CFDT. Elle figurait comme quatrième organisation syndicale des fonctionnaires (mais elle demeurait la seconde hors Education nationale devant la CFTC).

- Entre 1982 et 1986, elle est remontée pratiquement à son niveau du début des années 1960 (plus de 19% des suffrages dans l'ensemble des administrations). Au milieu des années 1980, hors Education nationale, elle était devenue le premier syndicat de fonctionnaires devant la CGT et la CFDT. Ce succès s'expliquait en partie par une tentative d'implantation de la CGT-FO parmi les enseignants et les

chercheurs, mais, durant le début des années 1980, elle a gagné des voix pratiquement dans toutes les élections où elle était présente. Sans doute, tirait-elle bénéfice des déceptions provoquées par les gouvernements de gauche, spécialement parmi les fonctionnaires, déception dont pâtissaient la CGT puis la CFDT jugées trop proches de ces gouvernements.

Tableau V. Evolution de l'audience de la CGT-FO aux CAPN (1957-1990, par collèges, en % des suffrages exprimés)



- Depuis 1987, l'audience de la CGT-FO a continuellement reculé pour tomber à 13,6% en 2003-05. Mais comme l'audience de la CFDT a subi une érosion encore plus forte, la CGT-FO est demeurée la seconde organisation syndicale des fonctionnaires hors Education nationale (derrière la CGT).

A l'origine, la CGT-FO semble avoir obtenu ses meilleures audiences auprès des cadres supérieurs de la fonction publique (hors Education nationale). Cependant, dès les années 1960, les personnels d'exécution (cadres C-D) sont devenus ses plus fidèles électeurs, suivis des techniciens et des cadres moyens (cadre B, hors instituteurs). Ce soutien des catégories d'exécution ne s'est pas démenti depuis lors. Par exemple, au ministère des Finances, pratiquement la moitié des fonctionnaires de catégories C-D lui apportent encore aujourd'hui leurs suffrages ; dans ces mêmes catégories, plus de 36% des personnels civils de la Défense font de même, etc.

Dans le secteur public, à partir des années 1970, la CGT-FO était donc incontestablement une organisation d'ouvriers, d'employés et de techniciens (si tant est que ces classifications aient un sens dans la fonction publique d'Etat). De ce fait, la CGT-FO recueillait ses meilleurs scores dans les administrations où ces catégories avaient encore un poids important. En revanche, elle semblait structurellement condamnée par l'évolution démographique de la fonction publique qui réduit constamment le poids de ces catégories au profit des plus diplômés.

III. Les effectifs syndiqués à FO

La méthode utilisée pour reconstituer les effectifs de FO a été présentée dans Labbé (1996) puis Andolfatto et Labbé (2007). Elle repose sur deux choses :

- une estimation à partir des effectifs connus ou reconstitués de la CGT et de la CFDT pondérés par les audiences électorales de toutes les autres organisations (notamment FO) ;

- un contrôle de ces estimations à l'aide des quelques chiffres disponibles, notamment concernant la fédération des métaux (Sabot 1995), des Postes (Bergougnieux 1975), des Services publics et de quelques données éparses concernant les fédérations du public (notamment celles publiées par Jeanne Siweck-Pouydesseau en 1989 et 1996).

Les effectifs ainsi reconstitués sont rapportés à la population active salariée totale pour obtenir un « taux de syndicalisation ». L'évolution de ce taux est retracée dans le tableau XIV en annexe et dans le graphique ci-dessous.

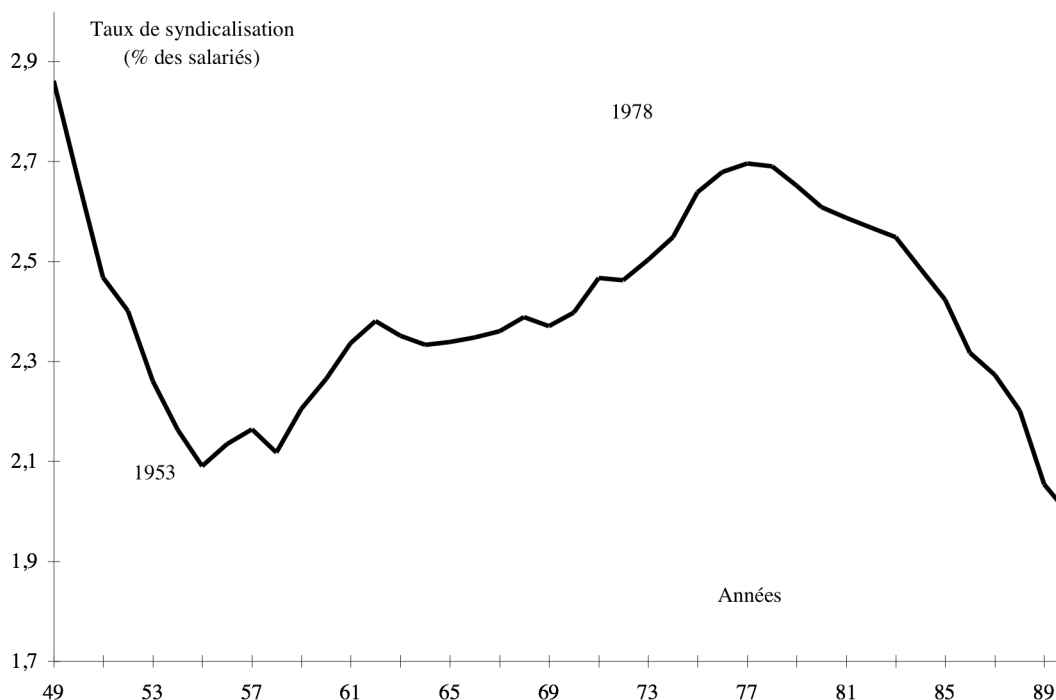
Cette courbe fait apparaître trois périodes principales.

- Après un démarrage difficile — corroboré notamment par des reculs importants aux élections des comités d'entreprise et par des difficultés internes nombreuses —, la CGT-FO a connu une croissance importante de ses effectifs entre 1955-56 (270 000 adhérents) et 1963 (330 000 adhérents). Ces gains importants semblent surtout provenir du secteur public : les PTT, les hôpitaux, les collectivités territoriales, le ministère des Finances, la sécurité sociale, les gardiens de prison...

- De 1963 à 1968, les effectifs n'ont augmenté que très lentement et ont suivi à peine la croissance de la population active. Les événements de 1968 n'ont pas apporté à FO de gains significatifs, mais les années immédiatement postérieures ont marqué le début d'une phase de croissance d'une dizaine d'années qui a amené la confédération à son maximum : 480 000 adhérents en 1977-78. Durant cette seconde phase, l'expansion est venue en grande partie du secteur privé : FO a développé ses implantations dans l'industrie, notamment la construction navale et aéronautique, l'automobile, la chimie... mais surtout dans les banques, les assurances, le commerce et le bâtiment (dans ce dernier cas, la croissance relative de ses effectifs s'est poursuivie probablement jusqu'au milieu des années 1980). En revanche, la syndicalisation dans les bastions traditionnels du secteur public a commencé à

décliner dès le milieu des années 1970, voire pour les collectivités territoriales, dès le début des années 1970.

Tableau VI. Evolution du taux de syndicalisation à la CGT-FO
(1949-1989, en % du nombre de salariés)



- La troisième période a commencé à la fin des années 1970. Les effectifs de FO ont reculé dès 1979, mais ce recul a été relativement modéré jusqu'en 1983-84. Depuis 1986, le nombre des adhérents a diminué à un rythme rapide, presque aussi rapide que ceux de la CGT. Ce phénomène est corroboré par une baisse importante du nombre de ses équipes syndicales dans le secteur privé et par la chute de l'audience aux élections professionnelles dans plusieurs administrations publiques (Labbé 1992 et 2006).

A la fin des années 1980, la CGT-FO comptait moins de 400 000 adhérents. Ses principales fédérations étaient les services publics et de santé (au maximum 80 000 adhérents), les employés et les cadres (40 000), les PTT (30 000) et les métaux (25 000).

Ses principales implantations se trouvaient à Paris et dans le Midi, notamment les Bouches-du-Rhône, le Var, la Haute-Garonne. Elle disposait également de quelques points forts dans le Nord et en Loire-Atlantique.

Enfin, on peut citer quelques données issues d'une enquête sur les militants syndicaux lorrains (tableau VII) qui donnent un peu de chair à ces effectifs et

permettent de comparer les sociologies militantes de FO, de la CGT et de la CFDT (Chagnollaude et al., 1983).

Au tournant des années 70-80, il apparaît que les militants de la CGT-FO étaient d’abord – assez sensiblement – plus âgés que ceux de la CGT et de la CFDT (ce en quoi ils correspondaient à l’électorat de la centrale lors des élections sociales de 1984). Ils étaient également plus masculins que ceux de la CGT (mais les hommes dominaient largement dans toutes les organisations). Au plan socio-professionnel, les militants de la CGT-FO constituaient une sorte de public intermédiaire entre ceux des deux autres confédérations : moins ouvrier que la CGT mais plus ouvrier que la CFDT ; moins « encadrant » que la CFDT mais plus que la CGT (ce qui recoupe d’autres données signalant que les militants de la CGT-FO étaient moins diplômés que ceux de la CFDT). Enfin – signe d’une moindre implantation dans les entreprises ? – les militants de la CGT-FO disposaient d’un peu moins de mandats que leurs homologues des autres organisations (ils étaient également moins souvent en situation de cumul).

Tableau VII. Les militants syndicaux lorrains en 1980-81 (données en %)

| | | FO | CGT | CFDT |
|---|----------------|---------|---------|---------|
| | | n = 331 | n = 352 | n = 353 |
| sexe | hommes | 82 | 71 | 83 |
| | femmes | 18 | 29 | 17 |
| âge | 18-34 ans | 33 | 55 | 63 |
| | 35-49 ans | 44 | 37 | 28 |
| | 50-64 ans | 22 | 7 | 8 |
| | 65 ans et plus | 1 | 1 | 1 |
| catégories socio-professionnelles | ouvriers | 41 | 56 | 31 |
| | employés | 23 | 18 | 26 |
| | cadres moyens | 24 | 22 | 32 |
| | cadres sup. | 8 | 1 | 9 |
| | autres | 4 | 3 | 3 |
| titulaires de mandats dans l’entreprise | | 72 | 86 | 78 |
| en situation de cumul de mandats | | 20 | 35 | 27 |

En conclusion, l’influence de la CGT-FO, mesurée au nombre de ses électeurs et de ses adhérents, était à son minimum à la fin des années 1950 – 1 salarié sur 7 lui apportait son suffrage et 2% leurs cotisations ; elle était à son maximum au début des années 1980 (elle recueillait 1 suffrage sur 5 et 2,7% des salariés adhéraient).

Deux facteurs essentiels expliquent cette évolution favorable. D'une part, la situation politique et syndicale : la montée de la gauche, le radicalisme de la CGT et de la CFDT dégageaient un espace pour un syndicalisme "réformiste". D'autre part, la présence d'un nombre grandissant d'équipes syndicales sur les lieux du travail.

Depuis le milieu des années 1980, la CGT-FO a subi un déclin continu de son audience et de ses effectifs. Cette érosion s'est poursuivie durant les années 1990-2000. Lors des élections prud'homales de 2008, la CGT-FO a recueilli 15,8% des suffrages exprimés, soit 4% des inscrits, en recul continu depuis 1997. Lors des élections des CE, en 2005-2006, elle obtenait 12,7% des suffrages exprimés. Aux élections des CAPN de 2005-2007, 13,1% des suffrages exprimés se sont portés sur des listes FO. Soit, dans les deux cas, son plus bas niveau historique depuis sa fondation.

Cette lente érosion a commencé au milieu des années 1980. D'une part, au niveau national, la position d'interlocuteur privilégié des gouvernements de droite et du patronat lui a été ravie par la CFDT. D'autre part, au niveau des entreprises et des administrations, le recul de ses implantations et la disparition progressive de ses équipes militantes ont réduit lentement le nombre de scrutins où elle était présente et le nombre de suffrages qu'elle pouvait espérer y recueillir.

En ce qui concerne les adhérents de FO, il faut rappeler que, malgré la convergence des indices apportés à l'appui de notre calcul, ces éléments d'analyse n'ont pas la même force probatoire d'un raisonnement fondé sur le nombre de cartes et de timbres *effectivement achetés* par des syndiqués.

Faut-il déplorer l'absence totale de transparence de FO sur la question de ses effectifs et l'entretien de la pieuse légende du million d'adhérents (qui remonte à Robert Bothereau) ? Après tout, n'est-ce pas une attitude propre à l'ensemble du syndicalisme français ? Peu importe la réalité des effectifs, peu importe qu'il y ait des adhérents ou pas, puisque les ressources du syndicalisme proviennent d'ailleurs ? N'est-ce pas l'une des raisons pour lesquelles la CGT-FO était si attachée à la politique contractuelle jusqu'aux années 1980 ? Cette politique lui a permis de tisser tout un entrelacs de relations, de réseaux divers, politiques et socio-économiques, qui lui assuraient une bonne partie de ses ressources. Depuis la scission de 1947 et jusqu'au tournant des années 1980, la CGT-FO – faute de troupes suffisamment consistantes – en a fait une véritable philosophie, avec un certain succès...

Bibliographie (seuls les travaux cités dans le texte sont mentionnés)

- Adam Gérard, 1964, *Atlas des élections sociales*, Paris, Armand Colin/Presses de la FNSP.
- Andolfatto Dominique, 1992, *L'univers des élections professionnelles*, Paris, Les Editions ouvrières/Les Editions de l'atelier.
- Andolfatto Dominique, Labbé Dominique, 2007, *Les syndiqués en France*, Rueil-Malmaison, Editions Liaisons.
- Bergeron André, 2002, *Mémoires*, Paris-Monaco, Le Rocher.
- Bergounioux Alain, 1975, *Force ouvrière*, Paris, Seuil.
- Bevort Antoine, Labbé Dominique, 1992, *La CFDT : audience et organisation*, Paris, La documentation française.
- Chagnollaud Jean Paul, Criqui Etienne, Laprévote Louis-Philippe, Ménard Guy, 1983, *Les militants syndicaux en Lorraine*, Nancy, Presses universitaires de Nancy.
- Labbé Dominique, 1992, "Elections aux comités d'entreprise : le déclin des syndicats ?", *Travail et emploi*, 53, 1992/3, p. 40-55.
- Labbé Dominique, 1995, *Cinquante ans d'élections aux comités d'entreprise*, Grenoble, CERAT.
- Labbé Dominique, 1996, *Syndicats et syndiqués en France depuis 1945*, Paris, L'Harmattan.
- Labbé Dominique, 2006, *Un demi-siècle d'élections aux commissions paritaires centrales*, Nancy, GREP-IRENEE.
- Sabot Jean-Yves, 1995, *La fédération CGT-FO de la métallurgie. Organisation, audience, syndicalisation de 1948 à 1995*, Annexe au rapport final d'enquête réalisée pour le Ministère du Travail, Grenoble, CERAT.
- Siwek-Pouydesseau Jeanne, 1989, *Les syndicats de fonctionnaires depuis 1948*, Lille, Presses universitaires de Lille.
- Siwek-Pouydesseau Jeanne, *Le syndicalisme des cols blancs*, Paris, L'Harmattan, 1996,

Annexe statistique

Tableau VIII. Audience de la CGT-FO aux élections des comités d'entreprise
(1966-1979, % des suffrages exprimés par branches économiques NAE-59)

| Branches | 1966-67 | | 1972-73 | | 1978-79 | | Evolution 79/66 | |
|---------------------------------------|---------|------|---------|------|---------|------|-----------------|-----|
| | C.1 | C.2 | C.1 | C.2 | C.1 | C.2 | C.1 | C.2 |
| Eau, gaz, électricité | 14,0 | 33,9 | — | — | 15,2 | 21,9 | 109 | 65 |
| Pétroles, carburants liquides | 10,2 | 7,7 | 5,3 | 12,0 | 7,6 | 11,9 | 75 | 154 |
| Combustibles minéraux solides | 14,7 | — | — | — | 0,0 | 6,9 | — | — |
| Pêche, agriculture, forêt | 0,0 | 0,0 | — | — | 8,4 | 8,1 | — | — |
| Extraction de minerais divers | 5,1 | 15,0 | — | — | 2,8 | 0,0 | 56 | — |
| Production des métaux | 6,0 | 7,5 | 5,1 | 5,3 | 6,8 | 8,8 | 113 | 118 |
| Première transf. des métaux | 5,6 | 5,1 | 3,8 | 2,7 | 6,2 | 5,3 | 111 | 105 |
| Mécanique générale, articles métal. | 5,3 | 2,3 | 4,8 | 2,9 | 6,6 | 7,0 | 125 | 303 |
| Construction machines, navale, autos | 6,5 | 8,4 | 6,5 | 9,0 | 10,4 | 13,4 | 161 | 160 |
| Construction électrique | 4,6 | 4,0 | 5,3 | 5,5 | 8,9 | 8,6 | 194 | 216 |
| Verre, céramique, matériaux de const. | 6,9 | 2,5 | 6,5 | 6,4 | 6,0 | 7,8 | 87 | 311 |
| Bâtiment et travaux publics | 4,0 | 6,2 | 6,1 | 5,8 | 6,8 | 9,5 | 171 | 153 |
| Industrie chimique | 6,9 | 5,3 | 6,2 | 4,7 | 8,5 | 8,2 | 123 | 155 |
| Caoutchouc, amiante, tabac et allum. | 7,5 | 15,9 | 7,2 | 8,0 | 11,0 | 11,2 | 147 | 71 |
| Industrie textile | 7,7 | 5,0 | 6,8 | 8,4 | 8,3 | 9,1 | 108 | 182 |
| Habillement et travail des étoffes | 7,6 | 8,1 | 7,1 | 6,7 | 8,1 | 9,5 | 106 | 118 |
| Cuir et peaux | 8,4 | 5,4 | 7,2 | 4,3 | 7,1 | 5,4 | 84 | 100 |
| Industries agricoles et alimentaires | 9,6 | 5,7 | 8,1 | 5,2 | 9,7 | 7,2 | 101 | 126 |
| Industries du bois et ameublement | 6,4 | 1,9 | 3,9 | 4,5 | 6,0 | 10,6 | 94 | 560 |
| Papier, carton | 4,8 | 2,6 | 6,1 | 7,5 | 6,9 | 10,4 | 143 | 398 |
| Industries polygraphiques | 8,1 | 7,8 | 8,1 | 7,6 | 7,4 | 6,5 | 91 | 83 |
| Industries diverses | 11,1 | 7,0 | 6,5 | 3,7 | 7,8 | 7,9 | 71 | 113 |
| Transports | 16,9 | 14,7 | 10,6 | 13,5 | 11,4 | 12,7 | 67 | 87 |
| Commerces agricoles et alimentaires | 16,2 | 21,5 | 10,8 | 13,5 | 13,9 | 14,4 | 86 | 67 |
| Commerces non alimentaires | 7,7 | 5,1 | 7,3 | 3,9 | 8,4 | 7,8 | 108 | 153 |
| Banques et assurances | 14,1 | 11,4 | 12,9 | 11,0 | 13,1 | 13,4 | 93 | 117 |
| Spectacles | 21,4 | 18,0 | — | — | 9,6 | 6,0 | 45 | 33 |
| Hygiène, services domestiques | 24,1 | 17,5 | 9,9 | 18,0 | 12,8 | 7,7 | 53 | 44 |
| Professions libérales | 20,2 | 28,2 | 19,6 | 18,8 | 18,4 | 18,9 | 91 | 67 |
| Ensemble | 7,9 | 7,8 | 7,6 | 7,7 | 9,4 | 10,8 | 119 | 138 |

Tableau IX. Audience de la CGT-FO aux élections des comités d'entreprise
(1981-1993, % des suffrages exprimés par branches économiques NAP-40)

| Branches | 1981-82 | | 1992-93 | | Evolution 93/81 | |
|--|---------|------|---------|------|-----------------|-----|
| | C.1 | C.2 | C.1 | C.2 | C.1 | C.2 |
| Agriculture, sylviculture, pêche | 6,6 | 7,3 | 5,2 | 1,2 | 77 | 17 |
| Industrie de la viande et du lait | 9,6 | 6,5 | 10,7 | 7,0 | 112 | 107 |
| Industrie des autres produits alimentaires | 11,1 | 11,4 | 9,7 | 9,4 | 88 | 82 |
| Prod. Combustibles, minéraux... | 18,3 | — | 10,3 | 0,0 | 56 | — |
| Production de pétrole, gaz naturel | 13,5 | 9,1 | 19,3 | 7,7 | 143 | 84 |
| Electricité, gaz et eau | 15,4 | 13,8 | 23,7 | 25,2 | 154 | 182 |
| Métaux ferreux, transform. acier | 7,3 | 12,7 | 7,5 | 6,0 | 103 | 47 |
| Minerais, métaux non ferreux | 9,4 | 18,6 | 9,2 | 9,9 | 98 | 53 |
| Matér. de const., minerais divers | 8,1 | 11,3 | 14,3 | 12,0 | 176 | 106 |
| Industrie du verre | 4,5 | 2,3 | 5,4 | 4,5 | 119 | 198 |
| Chimie, fibres artif. et synthétiques | 8,8 | 10,7 | 9,7 | 9,8 | 111 | 91 |
| Parachimie, indust. pharm. | 9,2 | 9,3 | 10,6 | 9,9 | 116 | 107 |
| Fonderie et travail des métaux | 5,8 | 5,1 | 7,3 | 6,8 | 125 | 132 |
| Construction mécanique | 6,6 | 7,8 | 8,5 | 7,0 | 130 | 89 |
| Cons. électrique et électronique | 10,9 | 8,7 | 13,9 | 11,5 | 128 | 132 |
| Const. autos, mat. transport terrestre | 12,4 | 7,1 | 14,2 | 11,8 | 114 | 166 |
| Cons. navale, aéronautiques, armement | 16,0 | 18,1 | 15,5 | 15,0 | 97 | 83 |
| Industrie textile et habillement | 7,3 | 7,2 | 8,0 | 5,7 | 111 | 80 |
| Industrie cuir et chaussure | 7,1 | 4,8 | 5,3 | 2,9 | 74 | 60 |
| Bois, meubles, industries diverses | 5,6 | 7,8 | 7,2 | 5,5 | 129 | 71 |
| Industrie du papier et du carton | 6,6 | 8,2 | 8,7 | 7,3 | 131 | 90 |
| Imprimerie, presse, édition | 9,8 | 7,6 | 7,0 | 8,0 | 72 | 105 |
| Caoutchouc, matières plastiques | 7,8 | 9,3 | 7,4 | 6,5 | 95 | 70 |
| Bâtiment, génie civil et agricole | 7,8 | 9,8 | 12,8 | 12,9 | 164 | 132 |
| Commerce de gros alimentaire | 10,4 | 7,7 | 11,0 | 6,0 | 106 | 78 |
| Commerce de gros non alimentaire | 7,9 | 5,8 | 6,3 | 5,1 | 80 | 88 |
| Commerce de détail alimentaire | 19,6 | 17,7 | 26,3 | 9,7 | 134 | 55 |
| Commerce de détail non alimentaire | 9,3 | 9,6 | 11,6 | 4,0 | 124 | 41 |
| Répar. et commerce de l'automobile | 6,4 | 8,5 | 7,0 | 7,5 | 108 | 88 |
| Hôtels, café, restaurants | 14,0 | 15,4 | 19,6 | 13,4 | 140 | 87 |
| Transports | 12,4 | 14,1 | 11,2 | 9,7 | 90 | 69 |
| Postes et télécommunications | 7,4 | 12,3 | 0,0 | 1,6 | 0 | 13 |
| Services marchands aux entreprises | 10,5 | 8,1 | 9,3 | 6,5 | 89 | 80 |
| Services marchands aux particuliers | 13,3 | 13,5 | 12,9 | 10,7 | 97 | 79 |
| Location, crédit-bail immobilier | 8,7 | 6,0 | 17,6 | 16,7 | 201 | 278 |
| Assurances | 15,1 | 10,7 | 14,7 | 8,1 | 97 | 76 |
| Organismes financiers | 17,7 | 17,2 | 17,7 | 15,9 | 99 | 92 |
| Services non marchands | 21,0 | 13,9 | 21,5 | 14,2 | 102 | 102 |
| Ensemble | 11,3 | 10,6 | 12,5 | 10,6 | 111 | 100 |

Tableau X. Audience de la CGT-FO aux élections des comités d'entreprise
(1966-1993, % des suffrages exprimés par régions)

| Régions | 1966-67 | 1969-70 | 1984-85 | 1992-93 | Evolution |
|----------------------|---------|---------|---------|---------|-----------|
| Alsace | 6,4 | 4,7 | 12,5 | 12,0 | 187 |
| Aquitaine | 13,4 | 13,4 | 17,2 | 15,4 | 115 |
| Auvergne | 6,1 | 7,4 | 12,1 | 10,7 | 175 |
| Bourgogne | 4,8 | 4,7 | 12,9 | 10,4 | 217 |
| Bretagne | 6,3 | 4,1 | 10,0 | 6,4 | 102 |
| Centre | 10,5 | 9,7 | 12,6 | 11,1 | 106 |
| Champagne-Ardennes | 7,9 | 8,2 | 12,6 | 10,5 | 132 |
| Franche-Comté | 6,0 | 6,9 | 11,5 | 13,0 | 216 |
| Languedoc-Roussillon | 10,9 | 12,4 | 16,5 | 13,0 | 119 |
| Limousin | 12,7 | 10,6 | 14,0 | 12,7 | 100 |
| Lorraine | 7,4 | 6,7 | 10,5 | 9,7 | 131 |
| Midi-Pyrénées | 13,7 | 13,0 | 17,2 | 16,4 | 120 |
| Nord | 12,3 | 9,7 | 14,3 | 13,5 | 110 |
| Basse-Normandie | 6,2 | 6,5 | 11,3 | 11,0 | 177 |
| Haute-Normandie | 5,6 | 6,0 | 12,6 | 12,2 | 217 |
| Ile de France | 5,8 | 5,7 | 13,2 | 11,7 | 202 |
| Pays de Loire | 8,4 | 6,8 | 9,9 | 9,0 | 107 |
| Picardie | 14,4 | 12,4 | 14,8 | 13,6 | 94 |
| Poitou-Charentes | 8,5 | 6,2 | 14,1 | 13,7 | 162 |
| Provence-Côte d'Azur | 11,0 | 13,6 | 22,3 | 19,0 | 173 |
| Rhône-Alpes | 5,5 | 4,4 | 11,0 | 10,1 | 184 |
| Corse | | | 27,2 | 13,0 | — |
| | 7,9 | 7,2 | 13,5 | 11,9 | 152 |

Tableau XI. Audience de la CGT-FO aux élections des CAPN par collègues
(1953-1977 - % des suffrages exprimés)

| Cycles | A | B | C-D | Hors EN | Ensemble |
|--------|------|------|------|---------|----------|
| 57-59 | 23,4 | 13,2 | 26,6 | 30,3 | 21,0 |
| 60-62 | 22,0 | 12,4 | 25,0 | 29,6 | 19,7 |
| 63-66 | 21,8 | 12,3 | 24,8 | 30,9 | 19,6 |
| 66-69 | 16,6 | 11,4 | 23,9 | 28,4 | 18,0 |
| 69-73 | 13,1 | 11,0 | 21,5 | 26,2 | 16,1 |
| 72-74 | 12,2 | 11,1 | 22,2 | 28,0 | 16,1 |
| 75-77 | 10,6 | 11,1 | 20,5 | 26,1 | 14,9 |
| 78-80 | 9,0 | 12,9 | 20,9 | 25,8 | 15,3 |
| 81-83 | 8,9 | 13,1 | 20,4 | 24,7 | 15,2 |
| 84-86 | 16,0 | 17,7 | 22,8 | 25,5 | 19,4 |
| 87-89 | 11,2 | 14,4 | 20,2 | 22,3 | 16,0 |
| 90-92 | 11,3 | 15,7 | 19,7 | 21,7 | 16,2 |

Tableau XII. Audience de la CGT-FO aux élections des CAPN par administrations
(1953-1977 - Ensemble des collèges - % des suffrages exprimés)

| Ensemble | 1953-54 | 1957-59 | 1969-73 | 1972-74 | 1975-77 |
|------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Affaires étrangères | 45.6 | 47.1 | 29.8 | 27.6 | 27.6 |
| Affaires culturelles | - | - | 7.7 | 10.0 | 10.6 |
| Affaires sociales | 34.4 | 30.5 | 27.8 | 27.8 | 29.8 |
| Agriculture | 11.8 | 16.3 | 13.3 | 29.3 | 13.7 |
| Anciens combattants | 40.6 | 42.3 | 49.6 | 48.5 | 49.1 |
| Armées | 44.8 | 41.9 | 35.3 | 38.8 | 40.0 |
| Economie et Finances | 43.2 | 38.5 | 34.1 | 32.7 | 31.4 |
| Education Administratifs | 16.3 | 5.5 | 4.1 | 4.0 | 4.1 |
| Education Enseignants | 0.4 | 1.3 | 0.8 | 1.2 | 1.0 |
| Equipement | 67.2 | 31.2 | 46.5 | 52.3 | 50.6 |
| Industrie | 18.5 | 14.5 | 16.3 | 32.2 | 13.1 |
| Intérieur (Police) | - | 4.5 | 4.2 | 5.3 | 5.3 |
| Intérieur (Autres) | 55.7 | 48.5 | 54.8 | 57.4 | 52.9 |
| Jeunesse et sports | - | - | - | - | - |
| Justice | 5.3 | 10.8 | 23.4 | 30.8 | 22.1 |
| Postes et télécommunications | 28.0 | 32.7 | 26.4 | 27.0 | 25.6 |
| Premier ministre | - | 5.8 | 1.3 | - | - |
| Transports | 31.4 | 23.2 | 24.6 | 21.3 | 24.7 |
| Anciens combattants | - | 35.1 | 31.2 | 28.6 | 25.2 |
| Divers | - | 0.4 | 39.4 | 48.2 | 46.8 |
| Total général | 19.9 | 21.0 | 16.2 | 16.1 | 14.9 |

Tableau XIII. Audience de la CGT-FO aux élections des CAPN par grandes administrations
(1978-1991 - Ensemble des collèges - en % des suffrages exprimés)

| | 1978-80 | 1981-83 | 1984-86 | 1987-89 | 1989-91 |
|--------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Culture | 15.9 | 22.8 | 23.0 | 20.7 | 18.6 |
| Affaires étrangères | 17.2 | 11.6 | 18.8 | 13.5 | 18.7 |
| Travail-Santé | 25.6 | 22.7 | 25.7 | 21.0 | 21.1 |
| Agriculture | 33.2 | 29.9 | 26.9 | 25.5 | 25.7 |
| Anciens combattants | 49.8 | 50.2 | 47.3 | 46.4 | 44.5 |
| Défense | 39.7 | 38.2 | 38.3 | 38.7 | 37.1 |
| Coopération | 33.3 | 32.8 | - | 46.2 | 41.4 |
| DOM-TOM | - | - | 44.3 | 36.4 | 36.1 |
| Economie et finances | 30.0 | 28.3 | 28.4 | 26.5 | 25.4 |
| Education Administratifs | 4.6 | 6.8 | 11.8 | 11.9 | 12.7 |
| Education Enseignants | 1.9 | 2.4 | 11.9 | 7.2 | 8.1 |
| Equipement | - | 33.2 | 35.1 | 31.2 | 31.5 |
| Industrie | 17.6 | 11.0 | 7.1 | 9.4 | 12.1 |
| Intérieur (autres) | 50.8 | 51.1 | 47.7 | 43.4 | 36.5 |
| Intérieur (police) | 5.4 | 8.4 | 9.7 | 7.7 | 7.5 |
| Jeunesse et sports | - | - | - | - | - |
| Justice | 18.5 | 20.0 | 26.0 | 23.2 | 20.3 |
| Postes et télécom | 25.2 | 23.9 | 24.6 | 20.2 | 20.2 |
| Premier ministre | 8.8 | 11.7 | 29.6 | 23.6 | 23.4 |
| Transports | 24.2 | 25.1 | 27.4 | 23.9 | 20.5 |
| Jeunesse et sports | - | - | - | - | - |
| Divers | 32.1 | 58.0 | - | - | - |
| CDC | 27.2 | 23.4 | 25.5 | 13.9 | 13.9 |
| CEMAGREF | - | - | - | - | - |
| CNCA | - | 2.4 | 5.9 | 0.3 | 0.3 |
| CNMSS | - | 35.3 | 35.1 | 30.1 | 28.2 |
| CNRS | - | - | 8.0 | 10.0 | 9.8 |
| IFREMER | - | 11.1 | 11.0 | 21.1 | 16.0 |
| IGN | - | 16.5 | 17.3 | 12.5 | 12.8 |
| INJS et INJA | - | - | - | - | - |
| INRA | - | - | - | - | - |
| INRIA | - | - | - | - | - |
| INSERM | - | - | - | - | - |
| Météo-France | - | - | - | - | - |
| ONAC | 39.0 | 33.5 | 33.5 | 29.0 | 29.4 |
| ONF | 5.9 | 14.6 | 23.6 | 17.2 | 16.4 |
| ONIC | 25.8 | 22.5 | 17.8 | 16.6 | 17.1 |
| ORSTORM | - | - | - | - | - |
| Divers offices | 16.3 | - | - | - | - |
| Total général | 15.3 | 15.2 | 19.4 | 16.0 | 16.2 |

Tableau XIV. La syndicalisation en France depuis 1949 (en milliers).

| Années | Salariés | CGT | CFDT | CFTC | FO | FEN | CGC | Autres | Total | Taux % 9 timb. | Taux % 8 timb. |
|--------|----------|-------|------|------|-----|-----|-----|--------|-------|-------------------|-------------------|
| 1949 | 11 777 | 3 140 | 320 | | 337 | 156 | 62 | 105 | 4 120 | 35,0 | 39,4 |
| 1950 | 11 882 | 2 720 | 330 | | 316 | 157 | 63 | 105 | 3 691 | 31,1 | 34,9 |
| 1951 | 12 115 | 2 600 | 335 | | 299 | 150 | 60 | 135 | 3 579 | 29,5 | 33,2 |
| 1952 | 12 205 | 2 260 | 350 | | 293 | 173 | 64 | 135 | 3 275 | 26,8 | 30,2 |
| 1953 | 12 209 | 2 110 | 340 | | 276 | 182 | 65 | 135 | 3 108 | 25,5 | 28,6 |
| 1954 | 12 390 | 1 950 | 323 | | 268 | 185 | 70 | 135 | 2 931 | 23,7 | 26,6 |
| 1955 | 12 583 | 2 000 | 333 | | 263 | 202 | 74 | 135 | 3 007 | 23,9 | 26,9 |
| 1956 | 12 743 | 2 050 | 366 | | 272 | 208 | 75 | 135 | 3 106 | 24,4 | 27,4 |
| 1957 | 13 031 | 1 960 | 403 | | 282 | 220 | 78 | 135 | 3 078 | 23,6 | 26,6 |
| 1958 | 13 178 | 1 390 | 415 | | 279 | 232 | 76 | 150 | 2 572 | 19,5 | 22,0 |
| 1959 | 13 152 | 1 420 | 408 | | 290 | 244 | 80 | 150 | 2 632 | 20,0 | 22,5 |
| 1960 | 13 289 | 1 460 | 422 | | 301 | 255 | 85 | 165 | 2 728 | 20,5 | 23,1 |
| 1961 | 13 441 | 1 530 | 433 | | 314 | 267 | 91 | 165 | 2 830 | 21,1 | 23,7 |
| 1962 | 13 691 | 1 360 | 455 | | 326 | 281 | 98 | 180 | 2 720 | 19,9 | 22,4 |
| 1963 | 14 120 | 1 490 | 504 | | 332 | 303 | 106 | 180 | 2 945 | 20,9 | 23,5 |
| 1964 | 14 534 | 1 490 | 499 | | 339 | 322 | 115 | 180 | 2 975 | 20,5 | 23,0 |
| 1965 | 14 753 | 1 500 | 454 | 25 | 345 | 346 | 124 | 165 | 2 969 | 20,1 | 22,6 |
| 1966 | 14 995 | 1 390 | 470 | 34 | 352 | 368 | 130 | 165 | 2 939 | 19,6 | 22,1 |
| 1967 | 15 168 | 1 400 | 484 | 45 | 358 | 380 | 140 | 165 | 3 002 | 19,8 | 22,3 |
| 1968 | 15 282 | 1 600 | 544 | 53 | 365 | 393 | 152 | 165 | 3 252 | 21,3 | 23,9 |
| 1969 | 15 777 | 1 870 | 588 | 61 | 374 | 407 | 169 | 165 | 3 674 | 23,3 | 26,2 |
| 1970 | 16 225 | 1 830 | 605 | 65 | 389 | 428 | 186 | 165 | 3 708 | 22,9 | 25,7 |
| 1971 | 16 496 | 1 800 | 628 | 73 | 407 | 449 | 195 | 165 | 3 747 | 22,7 | 25,6 |
| 1972 | 16 775 | 1 800 | 644 | 80 | 413 | 475 | 205 | 165 | 3 802 | 22,7 | 25,5 |
| 1973 | 17 175 | 1 870 | 695 | 86 | 430 | 501 | 215 | 165 | 3 962 | 23,1 | 26,0 |
| 1974 | 17 460 | 1 820 | 702 | 95 | 445 | 510 | 226 | 165 | 3 963 | 22,7 | 25,5 |
| 1975 | 17 360 | 1 800 | 737 | 96 | 458 | 518 | 237 | 165 | 4 011 | 23,1 | 26,0 |
| 1976 | 17 579 | 1 640 | 750 | 97 | 471 | 526 | 247 | 180 | 3 911 | 22,2 | 25,0 |
| 1977 | 17 802 | 1 670 | 750 | 99 | 480 | 538 | 245 | 180 | 3 962 | 22,3 | 25,0 |
| 1978 | 17 915 | 1 570 | 728 | 100 | 482 | 550 | 244 | 180 | 3 854 | 21,5 | 24,2 |
| 1979 | 17 990 | 1 380 | 706 | 101 | 477 | 535 | 225 | 180 | 3 624 | 20,1 | 22,7 |
| 1980 | 18 057 | 1 320 | 672 | 102 | 471 | 520 | 216 | 180 | 3 481 | 19,3 | 21,7 |
| 1981 | 17 973 | 1 270 | 667 | 103 | 465 | 501 | 194 | 180 | 3 380 | 18,8 | 21,2 |
| 1982 | 18 067 | 1 150 | 674 | 111 | 464 | 482 | 191 | 180 | 3 252 | 18,0 | 20,2 |
| 1983 | 18 050 | 1 070 | 613 | 108 | 460 | 457 | 185 | 165 | 3 058 | 16,9 | 19,1 |
| 1984 | 17 911 | 990 | 537 | 107 | 445 | 432 | 176 | 165 | 2 852 | 15,9 | 17,9 |
| 1985 | 17 863 | 880 | 482 | 106 | 433 | 407 | 158 | 150 | 2 616 | 14,6 | 16,5 |
| 1986 | 17 954 | 760 | 446 | 105 | 416 | 390 | 149 | 150 | 2 406 | 13,4 | 15,1 |
| 1987 | 17 954 | 720 | 427 | 102 | 408 | 386 | 131 | 150 | 2 324 | 12,9 | 14,6 |
| 1988 | 18 038 | 700 | 411 | 99 | 397 | 359 | 119 | 150 | 2 215 | 12,3 | 13,8 |
| 1989 | 18 399 | 680 | 414 | 101 | 378 | 352 | 113 | 135 | 2 173 | 11,8 | 13,3 |
| 1990 | 18 803 | 640 | 428 | 99 | 375 | 344 | 112 | 135 | 2 143 | 11,4 | 12,8 |

